

## CONVENTION-CADRE RELATIVE AUX CPGE COLLABORATIONS LYCEES/EPSCP POUR LES CPGE

Entre,

L'académie de Nancy-Metz, dont le siège est situé 9 rue des Brice à Nancy, représentée par le recteur de la région académique Grand Est, recteur de l'académie de Nancy-Metz, chancelier des universités, Monsieur Pierre-François MOURIER,

L'académie de Reims dont le siège est situé 1 Rue Navier à Reims, représentée par son recteur, Monsieur Vincent STANEK,

L'académie de Strasbourg dont le siège est situé 6 Rue de la Toussaint à Strasbourg, représentée par son recteur, Monsieur Olivier KLEIN

Et,

L'université de Lorraine, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 34 Cours Léopold à Nancy, représentée par sa présidente, Madame Hélène BOULANGER,

L'université de Reims Champagne-Ardenne, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 2 avenue Robert Schuman à Reims, représentée par son président, Monsieur Christophe CLEMENT,

L'université de Strasbourg, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 4 rue Blaise Pascal à Strasbourg, représentée par sa présidente, Madame Frédérique BERROD,

L'université de Haute Alsace, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 2 rue des frères Lumière à Mulhouse, représentée par son président, M. Pierre-Alain MULLER,

Vu l'article L.421-1 relatif à l'organisation et au fonctionnement des EPLE

Vu l'article L.612-3 du code de l'éducation,

Vu le décret n° 2014-1073 du 22 septembre 2014 relatif aux modalités d'inscription des étudiants des classes préparatoires aux grandes écoles de lycées publics dans un EPSCP,

Vu la Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants

## **Préambule**

La loi pour l'orientation et la réussite des étudiants et les évolutions apportées dans le déroulé de la scolarité en lycée général, technologique et professionnel, visent à améliorer l'orientation des lycéens vers l'enseignement supérieur et leur réussite dans leur parcours de formation et d'insertion, notamment en renforçant les liaisons entre le lycée et l'enseignement supérieur.

Au sein des lycées et avec le concours des services d'orientation et des corps d'inspection, les académies de la région académique Grand Est poursuivent leur investissement pour la préparation et l'accompagnement de tous les élèves vers l'enseignement supérieur.

La coordination des actions conduites par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et les lycées offrant des formations d'enseignement supérieur contribue à l'efficacité de cet investissement.

La sécurisation des parcours des étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles passe par l'organisation de la fluidité des passerelles avec les universités du Grand Est

Considérant l'ensemble de ces éléments, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

## **Article 1 : Objet**

La présente convention constitue un engagement des partenaires signataires à la structuration active du territoire en termes d'offre de formation du supérieur proposée aux bacheliers. Elle a pour objectif de promouvoir l'accès des étudiants de CPGE vers les universités de la région académique, d'aménager et de sécuriser les parcours des étudiants de lycée et des étudiants d'université et elle souligne leur attachement à une complémentarité au service des étudiants, de leur réussite et de leur insertion professionnelle.

Elle concerne l'ensemble des étudiants inscrits en CPGE dans les établissements publics locaux d'enseignement et les établissements privés sous contrat ainsi que des étudiants inscrits dans les licences générales dans les universités.

Des conventions d'applications entre un lycée et un EPSCP déclineront ensuite cette convention cadre.

## **Article 2 : Dispositions régionales académiques**

Les dispositions régionales ont pour but :

- D'organiser l'amélioration des conditions d'information, d'orientation et d'adaptation des lycéens à l'enseignement supérieur ;
- D'accroître le taux d'accès au supérieur des bacheliers de la région académique et leur réussite par le bon choix du cycle supérieur ;
- De valoriser les métiers scientifiques et de la recherche en promouvant les filières scientifiques et technologiques ;
- De contribuer à promouvoir la diversité sociale et la diversité des publics accueillis dans les différentes filières de l'enseignement supérieur

## **Article 3 : Dispositions spécifiques**

Les conventions d'application entre les lycées et les EPSCP mentionnent les actions menées en collaboration au profit des étudiants et des enseignants, en matière d'orientation, de fluidité des parcours, d'enseignements communs et de rapprochements pédagogiques.

Il peut s'agir notamment :



- De coordonner les modalités d'intervention des enseignants et des partenaires pour l'information, la formation et l'accompagnement à l'orientation des étudiants. Cela pourra prendre la forme de conférences thématiques, de journées d'immersion, destinés aux étudiants et à leur famille ainsi qu'aux équipes pédagogiques et professionnelles
- D'organiser les échanges de charges d'enseignement, la mise en place d'enseignements communs ainsi que des actions communes de formation innovantes dans le respect de la cohérence de l'enseignement dans le lycée et dans l'enseignement supérieur (TP, TIPE, colle, cours...);
- De mutualiser et/ ou de mettre à disposition des ressources matérielles en termes de locaux et de plateformes techniques, des ressources pédagogiques et documentaires et formations en ligne pour les enseignants et les étudiants ;
- De rapprocher les étudiants des lycées de la recherche, d'être accueillis et encadrés dans les laboratoires de recherche dans le cadre des TIPE ainsi que pour tous les étudiants, de participer à des conférences en lien avec les contenus de formation, des visites de laboratoires ou de bénéficier d'enseignements supplémentaires spécifiques de la formation à la recherche ;

#### Article 4 : Dispositions spécifiques aux étudiants de CPGE

##### 4. 1. L'inscription dans un EPSCP

L'alinéa 6 de l'article L.612-3 du code de l'éducation stipule le caractère obligatoire de la double inscription des étudiants de CPGE auprès d'un EPSCP. Il en découle que les étudiants de CPGE devront impérativement être inscrits administrativement dans un EPSCP signataire de la convention avec le lycée de cette CPGE.

Les frais d'inscription en licence perçus par l'EPSCP sont fixés chaque année au plan national. Ils s'appliquent aux étudiants de CPGE, ce qui leur ouvre l'accès aux services de l'université dans les conditions précisées par la convention d'application entre l'EPSCP et le lycée.

Les étudiants boursiers sont exonérés des droits d'inscription.

Les droits d'inscription sont directement payés par l'étudiant de CPGE à l'université dans laquelle il s'inscrit et avec laquelle son lycée a conventionné.

Les étudiants, inscrits en classe préparatoire aux grandes écoles, qui n'ont pas acquitté les droits d'inscription perdront le bénéfice de toutes les dispositions contenues dans la convention. En particulier, ils se verront refuser l'accès aux enseignements dispensés dans l'EPSCP avec lequel la convention a été signée.

L'élève de CPGE doit s'inscrire dans l'EPSCP partenaire de son lycée d'origine au plus tard pour le 15 novembre de l'année universitaire en cours et régler ses droits d'inscriptions pour la prise en compte dans les effectifs de l'université.

Pour ce faire, en fonction des conventions d'application existantes ce processus peut être centralisé par chaque lycée pour transmission à l'Université concernée, ou fait de façon individualisée par chaque étudiant. En tout état de cause une vérification croisée, entre le lycée et l'Université, de la liste des étudiants concernés est effectuée pour le 30 novembre.

A cet effet, un référent par lycée et par Université est repéré pour faciliter les échanges d'information.

##### 4.2. Les conditions de poursuite d'études en licence

Conformément à la réglementation en vigueur, le chef d'établissement du lycée délivre aux étudiants de CPGE, à l'issue de chaque année d'étude ou le cas échéant après un seul semestre de formation, une attestation descriptive du parcours de formation suivi par l'étudiant. Cette attestation, établie sur la base d'une grille nationale de référence, porte en fin de cursus, sur l'ensemble du parcours de deux ans. Elle mentionne pour chaque élément constitutif du parcours de formation correspondant à des acquisitions attestées de connaissances et d'aptitudes une valeur définitive en crédits européens dans la limite de 60

crédits pour la première année d'études et de 120 crédits pour le parcours de formation complet en classe préparatoire.

En fonction des filières concernées, les conditions de poursuite d'études des étudiants de CPGE dans un cursus universitaire font l'objet d'une concertation spécifique et sont définies, dans une convention d'application, pour chaque établissement, à partir des correspondances entre programmes d'enseignements des CPGE et programmes des formations universitaires. Les étudiants de CPGE candidateront selon les modalités définies et clairement indiquées aux étudiants, par l'université concernée.

Le cas échéant, une commission mixte pédagogique est mise en place, pour étudier les demandes. La composition de cette commission et sa présidence seront définies dans les conventions d'application. Elle associera obligatoirement des représentants des lycées.

#### 4.3. Convention d'application

Chaque lycée conclura avec l'EPSCP de son territoire une convention d'application qui définira les parcours et mentions de licence dans lesquels les étudiants de CPGE pourront obtenir une continuité d'étude, ainsi que le calendrier et la composition pédagogique d'examen des candidatures.

En tant que de besoin, la convention mentionnera les conditions de poursuites d'études en master. Il s'agira notamment de préciser en concertation avec le lycée et les responsables de master, la liste des formations « compatibles » ainsi que les enseignements que devront valider les étudiants de CPGE durant leur cursus.

#### 4.4. Accompagnement des étudiants dans le cadre de cette convention

Les étudiants inscrits dans le cadre de cette convention ont accès à des ressources pédagogiques et aux principaux services liés à la vie étudiante et à la réflexion sur son parcours d'orientation, proposés dans chaque Université.

Les conventions d'application définissent de manière plus précise la liste des services concernés et leurs modalités d'accès pour les lycéens.

### **Article 5 : Communication : la publicité de la convention**

Les conventions d'application doivent être présentées en conseil d'administration des lycées et des instances compétentes des EPSCP. Après signature, elles seront transmises pour information au rectorat de région académique.

Les élèves doivent être informés des conventions existantes entre les lycées offrant une formation du supérieur et les EPSCP auxquels ils sont associés. Ils doivent aussi être informés des modalités concernant, en particulier, les validations d'acquis, les équivalences et les possibilités de passerelles. Ces informations doivent être disponibles sur le site Parcoursup.

Par ailleurs les élèves bénéficieront des dispositifs d'information organisés par les EPSCP sur les poursuites d'études en cohérence avec leur parcours.

### **Article 6 : Suivi de la convention cadre et des conventions d'application**

Le suivi et l'évaluation de la contribution des partenariats entre lycées et EPSCP de la région académique menés grâce à ces conventions, feront l'objet d'une présentation lors de la réunion de la commission de région académique des formations post bac.



#### Article 7 : Modification

Toute modification de l'une des dispositions de la présente convention ne pourra prendre effet qu'après avoir fait l'objet d'un accord écrit, sous forme d'avenant, dûment signé par les parties concernées.

#### Article 8 : Règlement d'un litige et dénonciation

En cas de difficultés liées à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent, avant tout recours à la procédure de dénonciation ou avant tout contentieux, à se réunir pour résoudre les différends par voie amiable.

A défaut de règlement amiable, l'une des parties pourra, soit résilier la convention sous réserve d'un préavis de trois mois, soit saisir la juridiction administrative territorialement compétente.

#### Article 9 : Durée de la convention

Cet accord entrera en vigueur à partir de l'année universitaire 2025-2026 et s'appliquera pour une période de trois années. A l'issue de cette période (ou avant en fonction du calendrier des campagnes d'accréditation), il devra être actualisé avec la nouvelle offre de formation de l'université et du lycée partenaire, et pourra être renouvelé pour une durée de 3 ans, sous réserve d'être à nouveau soumis aux instances compétentes de chacun des partenaires.